



**1718 PQ CENTRE SPORTIF - LE CHENIT
PROCES-VERBAL SEANCE DGE N°1**

Séance du 6 décembre 2017
PV rédigé le 6 décembre 2017
1718_DGE_PV1_171206 / CaLe

Lieu : Lausanne, Direction Générale de l'Environnement

<u>Participants</u>	<u>Société</u>	<u>e-mail</u>	<u>Envoi</u>
M. Jean-Christophe Dufour	DGE-EAU	jean-christophe.dufour@vd.ch	X
Mme Franziska Lakomski	CCHE Lausanne SA	f.lakomski@cche.ch	X
Mme Camille Lesonneur	CCHE Lausanne SA	c.lesonneur@cche.ch	PV

**But de la séance : Suite à l'accord préliminaire du Canton, définition de la limite de l'espace
cours d'eau et du franchissement de l'Orbe**

Le présent procès-verbal est considéré comme approuvé, si aucune remarque n'a été formulée aux architectes dans les 10 jours ouvrables.

		<u>DELAIS</u>	<u>TRAITANTS</u>
1	FRANCHISSEMENT DE L'ORBE		
1.1	La passerelle existante n'apparaît pas sur la base cadastrale mais, par soucis de compréhension, devra être mentionnée à titre indicatif sur le plan d'affectation du PQ.	De suite	CCHE
2	ESPACE COURS D'EAU		
2.1	La DGE nous informe que des discussions antérieures ont eu lieu avec la Commune au sujet de la largeur de l'espace cours d'eau. Il en résulte que, pour la partie Nord du PQ, aucune marge supplémentaire au DP Eaux n'est à prévoir. Au Sud, une bande de 7m de large est à prévoir entre la limite du DP Eaux et la limite de l'espace cours d'eau. CCHE vérifie que cela n'impacte pas sur l'implantation des terrains de sport et adapte le plan du PQ dans ce sens. Dans la légende du plan, cette bande sera dénommée "Espace réservé aux eaux". L'article du règlement du PQ relatif à cet espace mentionnera son inconstructibilité, son caractère naturel et sa mise à disposition pour le Canton en vue d'un reboisement des berges. La DGE validera la formulation de l'article lors de l'examen préalable.	De suite	CCHE
		De suite	CCHE
		Ex. préalable	DGE
2.2	Le présent PV sera annexé au rapport 47 OAT, comme justification de l'emprise de l'espace réservé aux eaux.	De suite	CCHE
3	DANGERS NATURELS		
3.1	La carte des dangers naturels mentionne un risque résiduel d'inondation sur le périmètre. Le règlement devra mentionner la nécessité de prise de mesures de protection usuelle pour les constructions souterraines, lors de leur demande de permis de construire.	De suite	CCHE